

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Occitanie

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Gard

SERVICE GESTIONNAIRE : 30_DEPARTEMENT DU GARD_SFET

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 25/04/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2023 au 31/12/2023

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 6 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 2 300 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 25 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : propre à chaque opération %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 42000.00 €

CODE ET INTITULÉ : OCCIO1454 2023 - Occitanie - Gard - Favoriser l'insertion socioprofessionnelle des personnes les plus éloignées du marché du travail

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 25/06/2023



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Gard est le 3ème département le plus peuplé de la région Occitanie, avec plus de 765 051 habitants (Décret du 29 décembre 2022 – chiffres des populations) le Gard compte 3 principales aires urbaines (Nîmes Alès et Bagnols sur Cèze).

Dans ce département, une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté (1100€/mois). Cette proportion est significativement supérieure à la moyenne nationale (14,6%) et fait du département du Gard le cinquième département le plus pauvre de France. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le taux de pauvreté n'a été que peu impacté par la reprise économique "post" crise sanitaire.

Avec un taux de chômage à 10% (8.8% en Occitanie et 7.2% en France, le Gard compte à fin sept 2022, 82 589 demandeurs d'emploi (DE) toutes catégories dont 73 405 demandeurs d'emploi en catégorie A (sans emploi), B (emploi inférieur à 78h par mois), C (emploi supérieur à 78h par mois). 48% des demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus d'un an et 29% depuis plus de 2 ans. (Source Pôle emploi – diagnostic territorial du Gard - oct 2022)

Parmi les demandeurs d'emploi en catégories A, B, C à fin sept 2022 :

- 12 509 bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle emploi en cat A, B, C (18% des DE)
- 37 801 femmes en catégorie A, B, C (51% des DE)
- 22 296 séniors de + de 50 ans en catégorie A, B, C (30% des DE)
- 9 464 jeunes de moins de 25 ans en catégorie A, B, C (13% des DE)
- 30 845 Demandeur d'emploi en Activité réduite en catégorie A, B, C (42% des DE)
- 12 193 des DE résident en Quartier Politique Ville en catégorie A, B, C (17% des DE)

Les bénéficiaires du RSA au 30 septembre 2022 (Source : Cnaf)

Le département du Gard compte 29 920 foyers bénéficiaires du RSA représentant 33 663 personnes soit 4,4% de la population gardoise, un nombre dont la tendance à la baisse se poursuit depuis le début de l'année 2021.

Les Besoins :

Il ressort de ce constat et de celui posé par le Schéma des Solidarités Sociales la nécessité pour le Département d'œuvrer au moyen du FSE+ au recul de la pauvreté et de l'exclusion par le retour à emploi.

Le Département portera une attention particulière aux porteurs de projet dont l'action visera à :

- Agir sur la mobilisation des publics et diminuer l'absentéisme
- Dynamiser, motiver, insuffler une dynamique chez la personne accompagnée pour relancer son parcours vers l'emploi
- Prendre en considération dans l'accompagnement les opportunités liées aux métiers en tension
- Utiliser tous les moyens mis à disposition par les acteurs institutionnels et associatifs pour densifier le parcours d'insertion, lever les freins et conduire les personnes accompagnées à l'emploi

Le Département étant tenu d'atteindre un taux de sortie vers l'emploi, il sera particulièrement attentif aux porteurs de projet qui serviront cet objectif.

-

Le présent appel à projets porte sur un accompagnement et une levée des freins à l'emploi pour les personnes en parcours d'insertion socioprofessionnelle.

Le présent appel à projets s'inscrit dans les points i, ii, iii et iv de l'Objectif Spécifique H :

i. Actions visant à permettre l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social

ii. Actions visant à impliquer les entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services de ressources humaines ou d'accompagnement par les partenaires sociaux,

iii. Actions visant à soutenir le développement de l'insertion par l'activité économique comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (salaré ou indépendant)

iv. Actions favorisant l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des personnes souffrant d'une maladie de longue durée, notamment l'appui aux entreprises adaptées, à la fluidité des parcours, l'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées, l'appui aux entreprises et la coopération des acteurs.

La mobilisation de l'OS H doit permettre d'articuler, au sein d'un même projet et sur le territoire Gardois, l'approche professionnelle et sociale, notamment à travers la question de la levée des freins sociaux. L'



objectif premier est l'insertion professionnelle ou l'insertion sociale dans et par l'emploi. Les actions menées dans ce cadre peuvent être uniquement orientées « emploi » ou être combinées avec des actions d'insertion sociale.

Les dossiers doivent concerner des opérations débutant en 2023, avec une rétroactivité possible à compter du 1er janvier 2023. Les opérations pourront se réaliser jusqu'au 31 décembre 2023. Le projet pour lequel est demandée la subvention FSE+ ne pourra être terminé au moment du dépôt de la demande dans Ma Démarche FSE+.

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

- **Contexte de l'objectif spécifique**

1. Contexte européen et national

Le présent appel à projets relève du cadre d'intervention suivant.

.- Priorité d'investissement 1 : Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des personnes en situation d'exclusion

Objectif spécifique 1.h : Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés.

Grâce à cette subvention globale de l'Etat, et sous réserve de la signature de la convention afférente entre l'Etat et la Présidente du Conseil départemental du Gard, le Département s'engage à mobiliser les fonds européens pour soutenir des opérations relevant de l'objectif spécifique H (« insertion socioprofessionnelle »).

L'OS H a pour objet de « favoriser l'insertion et l'inclusion active » :

- Accompagnement individualisé et adapté vers l'emploi (hors formation),
- Levée des freins sociaux,
- Insertion et maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés,



- Insertion par l'activité économique (IAE),
- Actions visant à impliquer les entreprises dans une démarche inclusive.

L'OS vise les publics en recherche d'emploi, et plus particulièrement les plus éloignés de l'emploi (ex : bénéficiaires du RSA, migrants, chômeurs de longue durée) toujours dans une perspective d'insertion dans l'emploi.

2. Contexte départemental

Les freins majeurs à l'insertion des publics en précarité sont multiples : la mobilité, l'expression en langue française (orale et/ou écrite), l'illectronisme, le logement, la santé, la garde d'enfants.... Les porteurs de projets devront prendre en considération ces freins d'accès à l'emploi afin de proposer un accompagnement adéquat.

Les projets devront, si nécessaire, allier un accompagnement social et professionnel tenant compte de la situation et de l'environnement de la personne concernée. Les actions d'accompagnement devront alterner les temps individuels et collectifs, sur une base d'entrées et sorties permanentes.

Il est fortement attendu des techniques d'accompagnement novatrices permettant une dynamisation active des personnes vers l'emploi. L'environnement géographique de la personne et ses contraintes spécifiques devront être appréhendés dans le cadre de l'accompagnement proposé (actions "d'aller vers", aide aux déplacements...).

• Objectifs

La programmation FSE+ mise en œuvre sur cet appel à projet doit permettre aux personnes accompagnées de retrouver une activité (emploi, formation) et/ou de lever les freins qui entravent le retour à l'activité.

Les actions portent sur la levée de freins périphériques ou connexes à l'emploi ; les porteurs de projet identifieront, à l'entrée, les freins présents chez la personne accompagnée, et en fin de parcours, les résultats obtenus sur la levée de ces freins.

• Actions visées

Les actions menées dans le cadre des opérations doivent permettre d'articuler au sein d'un même projet l'approche professionnelle et sociale, notamment à travers la question de la levée des freins sociaux. L'objectif premier est l'insertion professionnelle ou l'insertion sociale dans et par l'emploi. Les actions menées dans ce cadre peuvent être uniquement orientées « emploi » ou être combinées avec des actions d'insertion sociale.

1. Typologie d'Opérations 1 (TO1) : Accompagnement vers et dans l'emploi (hors ACI)

Les actions relevant de ce TO1 correspondent à la mesure i. du Programme National FSE+, en particulier :

- **Actions individualisées d'accompagnement des participants**

Il s'agit d'actions d'accompagnement renforcé, individualisé et de proximité des participants, en amont jusqu'à la sortie définitive du parcours d'insertion.

Cet accompagnement est réalisé par un référent de parcours, un référent unique ou par un opérateur d'étape dans le cadre d'actions d'accompagnement spécifiques.

Le référent est garant de la cohérence du parcours d'insertion sociale et professionnelle du participant. Il accompagne le participant :

- o en identifiant ses problématiques,
- o en l'aidant à élaborer ses étapes de façon réaliste et réalisable,
- o en articulant des temps individuels et des temps collectifs,
- o en utilisant toutes les mesures et dispositifs d'insertion de proximité (droit commun et autres), notamment en positionnant le participant sur des actions d'accompagnement spécifique.

L'opérateur d'étape porte les actions d'accompagnement spécifique et communique les résultats de celles-ci au référent de parcours du participant.

- **Actions de levée des freins à l'accès à l'emploi dans le cadre d'un parcours d'insertion**

Ces actions, ponctuelles et complémentaires aux autres actions de la programmation, visent à résorber les difficultés sociales, matérielles ou psychologiques qui constituent des freins à l'insertion professionnelle.

Il peut s'agir notamment de :

- o mobiliser et redynamiser le participant,
- o remettre à niveau et professionnaliser (savoirs de base pour les publics n'ayant pas accès aux dispositifs de droit commun ou ceux participant à d'autres actions de la programmation, préparation de l'accès à la formation, etc),
- o développer la connaissance de l'entreprise et de ses codes,
- o aider à la mobilité,
- o accompagner les problèmes de santé freinant l'accès à l'emploi.

2. Typologie d'Opérations 2 (TO2) : approche territoriale (hors ACI)

Il s'agit de proposer une ingénierie et une animation territoriale permettant d'organiser et de construire des parcours vers l'emploi durable.

Les actions de ce dispositif doivent contribuer à la professionnalisation des acteurs de l'insertion et des référents.

Il s'agit notamment de :

- o développer, organiser et coordonner les actions et les parcours (ingénierie de projets et d'actions, ingénierie financière, ingénierie de parcours personnalisés) ;
- o contribuer à la mise en réseau des partenaires ;
- o sensibiliser et informer sur les dispositifs et sur les financements possibles ; o participer au développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) comme vecteur d'insertion et d'inclusion;
- o participer à la professionnalisation des acteurs ;

3. Typologie d'Opérations 3 (TO3) : Relations entreprises et clauses sociales d'insertion (hors ACI)

Ce dispositif vise à renforcer la coopération avec les milieux économiques et à créer de nouvelles opportunités d'emploi par :

- o la promotion des clauses d'insertion dans les marchés publics et les achats privés,
 - o le renforcement de la relation avec les employeurs et les entreprises,
 - o le développement d'actions répondant aux besoins des publics et aux besoins en main-d'œuvre du territoire,
 - o la définition d'approches et de méthodes permettant de développer les solutions de mise en activité et de retour à l'emploi.
- Accompagnement aux clauses sociales

L'objectif est de développer les clauses sociales d'insertion sur les territoires afin de favoriser l'accès et le maintien à l'emploi des participants. Cela consiste à :

- o sensibiliser et informer les donneurs d'ordres du territoire,
- o fournir une aide à la décision et une assistance technique auprès des donneurs d'ordres pour l'identification des marchés, la rédaction du volet social des pièces du marché, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre, o accompagner les entreprises dans la mise en œuvre de la clause d'insertion
- o identifier, préparer et mettre en relation les publics avec les entreprises attributaires et suivre les publics durant l'exécution de la clause, en lien avec le service public de l'emploi, les structures d'IAE et les référents,
- o contribuer au développement de l'offre d'insertion et mettre en œuvre des coopérations en faveur des publics avec les partenaires mobilisés autour de la clause. ·

Actions «mise en relation entreprise» Il s'agit d'assurer l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes par la médiation avec les employeurs et entreprises, notamment par :

- o le développement du réseau d'entreprises et la recherche d'offre d'emplois auprès de celui-ci,
- o le repérage des participants
- o l'accompagnement dans l'emploi

Afin de déterminer les coûts restant des opérations relevant des TO1, TO2 et TO3, hors ACI, le Conseil départemental du Gard a fait le choix du taux forfaitaire de 15% appliqués au cumul des dépenses de personnel directes, déclarées au réel, éligibles à l'opération (art.53§2 du règlement 2021/1060).

Le taux forfaitaire de 15% est appliqué à tout projet déposé.

4. Typologie d'Opérations 4 (TO4) : Accompagnement en atelier et chantier d'insertion (ACI)

Les chantiers d'insertion visent l'insertion professionnelle des personnes accompagnées par une mise en situation de travail dans les secteurs d'activités en tension ou porteurs en termes d'emploi, une formation technique et un accompagnement socio-professionnel personnalisé.

Ils permettent notamment de :

- o développer de nouvelles activités d'insertion en permettant de diversifier l'offre d'insertion et en apportant des solutions aux besoins du territoire (par la nature des contrats proposés et par les secteurs d'activités innovants concernés).
- o renforcer l'accompagnement du participant pour qu'il réalise son projet professionnel ;
- o développer les savoir-être et savoir-faire professionnels des participants ;
- o apporter des réponses aux freins à l'emploi.

Afin de déterminer les coûts indirects des opérations relevant du TO4, le Conseil départemental du Gard a fait le choix du taux forfaitaire de 7% appliqués à l'assiette constituée des dépenses directes éligibles à l'opération (art.53§2 du règlement 2021/1060) :

- Dépenses de personnels directes (personnel concourant directement à la réalisation de l'opération [salaires et indemnités du/des Conseillers(s) en Insertion professionnelle, du/des Encadrant(s) technique(s)])
- Dépenses de fonctionnement directes (dépenses induites par l'opération valorisées sans aucune clé de répartition)
- Dépenses d'achat de prestations (prestations strictement nécessaires à la réalisation de l'opération)
- Dépenses référentes aux participants : salaires et indemnités

Le taux forfaitaire de 7% est appliqué à tout projet déposé.

- **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Sont éligibles pour répondre à cet appel à projets les structures suivantes :

Les acteurs de l'offre territoriale d'insertion, y compris les structures d'insertion par l'activité économique, et en particulier :

- o le Département du Gard,
- o les acteurs du service public de l'emploi (Etat, Pole emploi, CAP emploi, MLI ...)
- o les structures offrant des solutions pour la levée des freins sociaux ou professionnels à l'emploi
- o les employeurs et leurs réseaux,
- o les partenaires sociaux et branches professionnelles,
- o les établissements publics et privés,
- o les acteurs porteurs d'un projet social innovant dont les structures et les réseaux d'utilité sociale.

Les porteurs de projet privés ayant souscrit un contrat d'engagement républicain, et fournissant à cet effet une attestation sur l'honneur d'engagement au respect du contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 Sont éligibles pour répondre à cet appel à projets les structures suivantes :

Les acteurs de l'offre territoriale d'insertion, y compris les structures d'insertion par l'activité économique, et en particulier :

- o le Département du Gard,
- o les acteurs du service public de l'emploi (Etat, Pole emploi, CAP emploi, MLI ...)
- o les structures offrant des solutions pour la levée des freins sociaux ou professionnels à l'emploi
- o les employeurs et leurs réseaux,
- o les partenaires sociaux et branches professionnelles,
- o les établissements publics et privés,
- o les acteurs porteurs d'un projet social innovant dont les structures et les réseaux d'utilité sociale
- o les porteurs de projet privés ayant souscrit un contrat d'engagement républicain, et fournissant à cet effet une attestation sur l'honneur d'engagement au respect du contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000

- **Public cible**

Les personnes en recherche d'emploi inscrites ou non auprès du service public de l'emploi présentant notamment une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- femmes, jeunes, seniors, personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée
- demandeurs d'emploi de longue durée
 - bénéficiaires de minimas sociaux (cette condition pourrait être vérifiée après l'entrée dans l'opération dès lors que l'accompagnement mis en place permet cette ouverture de droits)
- travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié
- personnes inactives
- ressortissants de pays tiers (au titre du FSE+ l'opération ne peut leur être destinée exclusivement)
- personnes placées sous-main de justice
- personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires.

Les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Les personnes bénéficiaires de minima sociaux présentent généralement ces caractéristiques cumulées mais d'autres catégories de personnes en situation ou menacées de pauvreté sont également visées, dès lors qu'elles cumulent des freins professionnels et sociaux d'accès à l'emploi.

• Profils de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

• Autre

Le bénéficiaire doit déposer un dossier sur la plateforme dédiée, <https://mademarchefese+.fr>.

Les porteurs de projets devront indiquer dans leur demande de subvention les objectifs quantitatifs prévisionnels de participants.

Le bénéficiaire doit mettre en œuvre les obligations de publicité sur l'aide européenne par tous les moyens nécessaires et sur tout support en lien avec l'action (matériel et immatériel). Les informations sont disponibles sur <https://fse.gouv.fr/les-obligations-de-communication>.

Il doit également prendre en compte les principes horizontaux :

- Égalité femmes-hommes

- Égalité des chances et non-discrimination
- Accessibilité des personnes handicapées
- Développement durable.

Le Département se réserve la possibilité de solliciter toute pièce de nature à justifier de la mise en œuvre de l'opération et tout justificatif comptable ou non comptable afférent dans le cadre des travaux d'instruction.

Une réunion d'information est organisée le **mardi 16 mai 2023** de 14h00 à 16h30 aux Archives Départementales du Gard.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

• Textes de référence

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• Architecture et gestion - lignes de partage

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.



Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;

- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.

2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la

Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.

2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
[...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
[...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les critères de sélection s'inscrivent dans le cadre des dispositions du Comité national de suivi et en adéquation avec les préconisations des services de l'État en région (DREETS) Occitanie. Ils prévoient des indicateurs de réalisation et de résultats.



Indicateurs de réalisation :

- CO02 (chômeurs) + CO04 (inactifs)
- CO03 (chômeurs de longue durée)
- CO12 (participants en situation de handicap)
- IAE-OSH Salariés en insertion

Indicateurs de résultat :

- CR04 (participants en emploi)
- CR05 (participants en emploi à 6 mois)
- CR04 (participants en emploi) pour les CLD
- CR05 (participants en emploi à 6 mois) pour les CLD
- IAE-OSH Salariés en insertion en emploi à 6 mois

L'article 6 du règlement d'exécution UE 215/2014 du 7 mars 2014 énonce que « pour une priorité dont le cadre de performance comprend plus de deux indicateurs, une incapacité à atteindre au moins 65 % de la valeur cible d'ici à la fin de 2023 pour au moins deux de ces indicateurs est considérée comme une incapacité importante à atteindre les valeurs cibles ».

« L'incapacité importante » à atteindre les valeurs cibles peut déclencher l'application dans certaines conditions (cf. article 22 du règlement 1303/2013) des corrections financières.

• Critères spécifiques de sélection des opérations

Toute proposition fera l'objet d'une instruction au regard d'une grille de critères, sur 100 points, listés comme ci-dessous :

- Critères liés à l'opération (70 points) :

1 - Lisibilité de la description de l'opération

2 - Pertinence et faisabilité du projet relatif aux besoins des publics et des caractéristiques du territoire dont mise en place de modules spécifiques (travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié et bénéficiaires du RSA)

3 - Modalités d'accompagnement des publics (de l'accueil à la sortie), organisation et séquençage temporels des parcours (durée de parcours, nombre de rencontres individuelles, ateliers, actions spécifiques...) dont modalités d'articulation avec le prescripteur pour une continuité d'accompagnement

4 - Cohérence de la couverture territoriale de l'opération, cohérence et déploiement sur le territoire, lien avec des outils de mobilité et/ou d'accessibilité aux lieux d'intervention (droit commun ou solution(s) en propre)

5 - Cohérence des moyens (humains, qualifications, outils) mis en œuvre avec les objectifs fixés

6 - Modalités et outils de suivi et d'évaluation des actions proposées, permettant de mesurer l'impact des actions dans le parcours d'accès à l'emploi des personnes accompagnées

7 - Cohérence des moyens mobilisés pour la gestion de l'opération avec les contraintes des règles européennes

8 - Caractère(s) innovant(s) de l'opération et plus-value

- Critères liés à la structure (9 points) :

9 - Expérience dans le domaine de l'insertion et l'inclusion sociale

10 - Qualité du réseau de partenaires de l'opération (entreprises, structures d'accueil des jeunes enfants ...)

- Critères « financiers » (17 points) :

11 - Cohérence du budget de l'opération

12 - Pertinence et cohérence du coût de parcours global (coût de l'opération/nombre de personnes prévues d'être accompagnées) et du coût de parcours départemental (montant de la subvention sollicitée auprès du Département/nombre de personnes prévues d'être accompagnées)

13 - Sollicitation de cofinancements externes (publics et/ ou privés)

- Critère lié aux principes horizontaux (4 points) :

14 - Spécificité FSE+ : Prise en compte des principes horizontaux (égalité des chances et non-discrimination, égalité femmes-hommes, développement durable, accessibilité des personnes handicapées) : 4 points

TOTAL : 100 points

La note obtenue par chaque projet instruit permettra d'effectuer un classement. Les projets les mieux notés seront sélectionnés.

Il est précisé qu'en cas de dépassement de l'enveloppe allouée au présent appel à projets, les projets seront hiérarchisés (en fonction de la grille de notation) afin de respecter l'enveloppe globale.

L'ensemble des dossiers déposés et retenus recevables, est proposé au comité de programmation conformément au cadre défini par l'autorité de gestion nationale.

• Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

1. Éligibilité géographique

L'appel à projets concerne tout le territoire Gardois.

2. Éligibilité temporelle

La période de réalisation des projets doit être comprise entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023.

3. Éligibilité thématique

Les projets doivent s'inscrire dans le cadre de l'Objectif Spécifique H "Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés".

4. Éligibilité financière des projets

Pour cette nouvelle programmation, le Département privilégiera la programmation d'opérations présentant un montant de participation FSE significatif pour éviter au bénéficiaire de devoir justifier une assiette de dépenses surdimensionnée au regard du montant d'aide FSE+ qui lui est octroyé.

- Montant plancher :

Au vu des exigences de suivi d'une opération cofinancée par du FSE+, la subvention FSE+ prévisionnelle sollicitée devra être supérieure ou égale à 25 000 € par tranche annuelle.

- Taux de participation de la subvention FSE+ :

Le taux d'intervention FSE+ sera calculé pour chaque opération en tenant compte du plafond réglementaire de 60 % de FSE+ sur la totalité des projets concernant l'enveloppe 2022-2027.

Les dépenses exposées doivent relever des catégories de dépense autorisées par la réglementation européenne (Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021) et nationale, en particulier par le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

L'art.53§2 du règlement 2021/1060 dispose, lorsque le coût total d'une opération ne dépasse pas 200 000€ : "... la contribution accordée au bénéficiaire au titre du FSE+ prend la forme de coûts unitaires, montants forfaitaires ou taux forfaitaires, sauf en ce qui concerne les opérations pour lesquelles le soutien constitue une aide d'État. Lorsqu'il est recouru à un financement à taux forfaitaire, seules les catégories de coûts [dépenses] auxquelles le taux forfaitaire s'applique peuvent être remboursées au réel..."

- Éligibilité du plan de financement :

Il sera examiné le respect des seuils budgétaires annoncés précédemment:

- Taux de FSE+ sollicité : Le taux d'intervention FSE+ sera calculé pour chaque opération en tenant compte du plafond réglementaire de 60 % de FSE+ sur la totalité des projets concernant l'enveloppe 2022-2027.
- Montant FSE+ sollicité : minimum 25 000 € / an
- Montant de FSE+ maximum affecté au présent appel à projets : 2 300 000,00 €

- Règles du plan de financement :

TO1 à TO3 : Dépenses directes de personnel au réel + dépenses indirectes correspondant à 15 % des dépenses directes de personnel au réel

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%

TO4 : Dépenses directes de personnel au réel, de fonctionnement au réel, de prestations au réel, des salaires et indemnités servis aux participants au réel + dépenses indirectes correspondant à 7 % des dépenses directes.

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%.

Tout dossier ne répondant pas à ces règles sera considéré comme inéligible et ne sera pas instruit.



- Nature des dépenses éligibles

Le profil de plan de financement proposé dans l'appel à projets est basé sur une nature de dépenses déclarée au réel (assiette) et un forfait permettant de calculer les autres dépenses du projet. Les règles d'éligibilité des dépenses déclarées au réel sont rappelées dans cet appel à projets.

- Ressources

La mise en œuvre de crédits communautaires nécessite au préalable la mobilisation de contreparties publiques et/ou privées et/ou de ressources propres (autofinancement).

Leurs objets contenus dans les conventions et/ou lettres d'engagement (acte attributif de la subvention) déterminent les actions des opérations cofinancées. L'acte attributif doit identifier les actions cofinancées : contenu, public, durée, moyens, budgets. Les partenaires financiers clairement identifiables sont donc à présenter par le demandeur. Une attestation pluriannuelle ou annuelle d'engagement du/des co-financeurs devra être transmise au service instructeur par le demandeur.

Le cofinancement mobilisé n'est pas mobilisé ni mobilisable en contrepartie d'une aide européenne autre que celle relative au projet présenté. Au terme de l'opération il conviendra de produire le justificatif de versement de chaque contrepartie précisant la part affectée à l'action FSE+ (attestation de paiement du co-financeur et relevé de compte).

En cas de sous réalisation et si le bilan FSE+ mentionne une baisse des ressources, il conviendra que l'opérateur justifie une répartition financière différente de ses affectations initiales et produise les justificatifs de versement ajustés.

Au titre des ressources seront pris en compte l'ensemble des produits d'exploitation (toutes les subventions, toutes les ventes de biens et services découlant des activités exercées). Pour chacune de ces dépenses et ressources l'ensemble des justificatifs comptables et non comptables devra être produit.

5. Éligibilité du porteur de projet

- Viabilité financière de la structure :

Un porteur de projet sollicitant du FSE+ doit justifier d'une bonne capacité financière, notamment en termes de trésorerie, afin d'être en capacité de respecter ses obligations conventionnelles (réalisation de l'opération dans de bonnes conditions, fourniture de justificatifs plusieurs années après la fin de l'opération, etc.).

Afin d'analyser cette capacité financière, le porteur de projet doit produire les comptes justifiant d'une activité sur les 3 dernières années. Si à partir de ces comptes le Département estime que la

capacité financière de la structure n'est pas suffisante ou que l'octroi d'une subvention FSE+ pourrait mettre la structure en difficulté, il émettra pour ce motif un avis défavorable à la demande de subvention.

- Capacité administrative :

Au vu de la charge administrative induite par la gestion d'une opération FSE, le porteur de projet devra mettre en place une organisation interne qui lui permettra de répondre à cette charge administrative.

Tout dossier ne répondant pas à au moins l'une de ces conditions sera considéré comme inéligible et ne sera pas instruit.

6. Éligibilité formelle du projet

Les projets et demandes de subvention FSE+ ne pourront être instruits que s'ils sont déposés sur « Ma Démarche FSE+ » dont le lien Internet est <https://ma-demarche-fse-plus.fr>

- **Autre**

Le projet fera l'objet d'un examen sur sa recevabilité. Il portera sur la complétude du dossier et fera éventuellement l'objet de demandes complémentaires.

Liste des pièces à télécharger sur le portail Ma démarche FSE+ :

- Pour tous les porteurs:

- Document attestant la capacité du représentant légal
- Délégation éventuelle de signature
- Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC (à l'exception des projets portés par l'Etat, une collectivité locale ou un établissement public local)
- Attestation fiscale de non assujettissement à la TVA si les dépenses prévisionnelles du projet sont présentées TTC
- Justificatif prévisionnel de chaque financement externe national, régional ou local mobilisé
- Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)
- Comptes de résultats des 3 derniers exercices clos
- Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant

- Pour les associations :

- Copie de la publication au Journal Officiel ou du récépissé de déclaration à la Préfecture
- Statuts
- Attestation sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme au moment du dépôt du dossier (Attention, une attestation Urssaf de moins de 6 mois sera demandée avant tout conventionnement)
- Dernier bilan approuvé et rapport éventuel du commissaire aux comptes

- Pour les entreprises :

- Extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné
- Dernière liasse fiscale complète.
- Attestation sur l'honneur indiquant que l'entreprise est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

- Pour les entreprises appartenant à un groupe:

- organigramme précisant les niveaux de participation, effectifs, montants du chiffre d'affaires et du bilan des entreprises du groupe.

- Pour les groupements d'intérêt public :

- Copie de la publication de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive.
- Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel.
- Convention constitutive.
- Dernier bilan et compte de résultats approuvés et rapport éventuel du commissaire aux comptes.

- Pour les collectivités territoriales et les établissements publics : délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel.

Versement des aides FSE+

Le versement des aides accordées se fera selon les modalités suivantes :

- une avance sur le montant conventionné à la signature de la convention entre le Département et le porteur de projet et sur présentation d'une attestation de démarrage de l'action,
- le solde sur production du bilan final d'exécution de l'opération après Contrôle de Service Fait.

Pour mémoire, en tant qu'organisme intermédiaire FSE+, le Département du Gard verse les avances et les soldes sur ses fonds propres avant d'être remboursé par l'Europe suite aux appels de fonds.

Contacts :

maricica.cojocar@gard.fr

isabelle.romanowicz@gard.fr

belkacem.keffif@gard.fr

jean-marc.michot@gard.fr

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

- **Publicité et information**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la



mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;

e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

- **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)